

Communiqué de presse

Le CADTM dénonce l'hypocrisie arabe et occidentale et soutient la lutte du peuple libyen contre la dictature Kadhafi

dimanche 6 mars 2011, par [CADTM](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mars 2011).

Contrairement aux analyses publiées pendant les révoltes tunisiennes et égyptiennes, le souffle de la contestation n'a pas évité le territoire libyen. Suite au déclenchement d'émeutes à Benghazi, deuxième ville du pays et de la répression féroce qui s'en est suivi, le mouvement de révolte s'est étendu progressivement à l'ensemble du pays.

Dès le début de la répression, il semble y avoir eu l'unanimité au sein de la dite communauté internationale pour condamner le recours à la violence contre les manifestants. Nicolas Sarkozy et Barack Obama ont ainsi exigé « un arrêt immédiat de l'usage de la force », ce dernier qualifiant la situation de scandaleuse ; François Fillon et Herman Van Rompuy se sont dit « horrifiés » par la situation tandis que l'ambassadeur du Royaume-Uni a affirmé le soutien européen au peuple libyen.

Le CADTM dénonce ce florilège d'hypocrisie de la part de dirigeants qui ont soutenu pendant de nombreuses années un pouvoir libyen ayant montré à plusieurs reprises son vrai visage criminel (accusations de terrorisme, arrestations arbitraires, mauvais traitements dans les prisons libyennes, ...).

Les chefs d'Etats arabes, réunis dans le cadre de leur « ligue » se sont limité à condamner les autorités du pays sans citer Kadhafi et ont appelé à stopper les violences ! Quant aux autres pays de l'Afrique c'est le mutisme total. A signaler que l'armée de Kadhafi qui est entrain d'assassiner le peuple libyen est composée essentiellement de mercenaires africains qui tuent leurs frères africains moyennant quelques dollars.

Mêmes œillères de l'autre côté de la méditerranée. En 2004, Romano Prodi, ancien président de la commission européenne, et Pascal Lamy, actuel directeur de l'Organisation Mondiale du Commerce, étaient photographiés serrant la main au « Guide de la grande révolution de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste » [1]. En 2007, ce fut le tour de Nicolas Sarkozy et de José Manuel Barroso, actuel président de la commission européenne, de recevoir Kadhafi avec toutes les petites attentions [2]. En 2009, il fut accueilli en grande pompe à la réunion du G8. Plus récemment encore, Herman Van Rompuy était reçu à Tripoli en novembre 2010, et l'on peut voir une empoignade plus que cordiale entre les deux hommes. Il n'est guère étonnant que ces éléments soient volontairement passés sous silence quand l'ensemble des représentants occidentaux condamne sans détour la violence du dirigeant libyen.

Le CADTM rappelle que le pouvoir en place en Libye est un allié de l'Union Européenne, notamment dans sa lutte effrénée contre l'immigration dite clandestine en provenance d'Afrique C'est ainsi que l'UE sous-traite une partie du sale boulot au pays de « l'ami » Kadhafi. La Lybie est en effet la dernière étape pour une grande partie de migrants africains avant d'atteindre le « vieux continent ». De ce fait, le pays fait office d'état-tampon chargé de limiter, contrôler et gérer les flux de migrants

de toute la zone. Il est d'autant plus scandaleux que Tripoli recevra la somme de 5 milliards d'euros de la part de l'Italie, au titre de dommages et réparations, en échange d'un accroissement de la lutte contre l'immigration clandestine et d'un accès privilégié aux ressources naturelles du pays [3].

Les déclarations se multiplient déjà quant au risque de voir déferler des « *flux incontrôlables* » de migrants [4], qu'ils soient libyens ou tout simplement en provenance d'Afrique. Le CADTM considère en outre que l'UE n'a pas attendu ces révoltes pour ériger des barrières autour de ses frontières.

Par ailleurs, dès le début des événements, une controverse concernant l'utilisation d'armes « made in Belgium » par le pouvoir libyen a fait surface. Bien que l'ensemble des représentants belges incriminés affirment regretter la transaction entre l'entreprise FN et la Libye, ils temporisent en prétendant que ces armes devaient à l'origine servir à assurer la sécurité d'un couloir humanitaire à destination du Darfour. Il est consternant d'entendre des représentants déclarer leur surprise de voir des armes vendues à un dictateur être utilisées contre des civils. Pour empêcher cela, la seule disposition prise à l'avenir serait un cadre plus restrictif pour les octrois d'exportation d'armes par des entreprises wallonnes (ou françaises). A cette hypocrisie se mêlent également des intérêts électoraux nationaux : il s'agit de ne pas froisser les différents syndicats d'ouvriers de la Fabrique Nationale, lesquels ont d'ailleurs dénoncé « le clan des intégristes qui veulent faire disparaître l'ensemble de l'industrie de l'armement en région wallonne ». Cette question sensible des ventes d'armes doit s'accompagner de mesures nettement plus courageuses que celles qui viennent d'être prises, dépassant le risque de contrarier l'une ou l'autre partie mais visant prioritairement à lutter, partout sur la planète, contre toutes les différentes atteintes aux droits de l'homme.

La France n'est pas en reste. Les mirages F1 utilisés par le pouvoir pour réprimer sévèrement la population ont été vendus par l'hexagone dans les années 1970, et récemment remis en état par des sociétés françaises. Face à une situation qui exige clairement de rompre avec les anciens schémas, la réponse du président français n'est autre que le projet néolibéral de l'Union pour la Méditerranée associé à un remaniement gouvernemental d'aucune réelle utilité, si ce n'est médiatique.

Le CADTM propose de supprimer purement et simplement la vente d'armes à des régimes autoritaires, tout en combinant cette mesure avec des politiques visant à la reconversion des usines d'armement, pour des projets socialement utiles et respectueux de la nature.

Enfin le CADTM s'oppose à toute intervention militaire étrangère dans la Libye et considère que seul le peuple libyen est en mesure de décider du régime qu'il veut instaurer dans le pays.

A l'heure d'écrire ces lignes, le bras de fer persiste entre les Libyens - qui comptent déjà près de 6.000 morts - et un président de plus en plus isolé mais toujours déterminé à garder la mainmise sur son pays et ses importantes ressources pétrolifères. Pour que la situation évolue dans l'intérêt du peuple libyen et de tous les peuples, les dirigeants occidentaux doivent purement et simplement arrêter de soutenir, et même de tolérer, les régimes dictatoriaux. Les dirigeants arabes (qui ont reporté leur sommet au mois de mai) sont à leur tour appelés à sortir de leur mutisme et prendre une position ferme et des décisions urgentes qui répondent aux revendications et aspirations de leurs peuples.

Notes

[1] Nom autoproclamé de Kadhafi et repris sur le site de la commission européenne. Diverses

photos des différentes poignées de main y sont visibles et méritent d'être vues.

http://ec.europa.eu/avservices/photo/photo_search.cfm?keyword=kadhafi&videoref=&search=smp&sitelang=fr

[2] Une tente ayant été installée à son intention dans le parc Marigny.

[3] <http://fr.euronews.net/2009/06/10/italie-libye-du-lourd-passe-colonial-aux-petrodollars/>

[4] Discours de Nicolas Sarkozy, 27 février 2011